

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St-Étienne, le 20/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INDUSTEEL FRANCE

USINE DE CHATEAUNEUF

BP 368

42800 Châteauneuf

Références : UID4243-EAR-024-328

Code AIOT : 0006103381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement INDUSTRIEL FRANCE implanté USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans les suites notamment :

- de deux arrêtés de mise en demeure de 2021 ;
- d'un arrêté préfectoral de consignation de 2023 ;
- d'un ensemble d'arrêtés complémentaires dont un porte particulièrement sur le crassier du site localisé en partie Est.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDUSTRIEL FRANCE
- USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf

- Code AIOT : 0006103381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Châteauneuf existe depuis le XIXème siècle ; il est spécialisé dans la production d'aciers spéciaux, tôles lourdes et hyper-lourdes, essentiellement pour les secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et l'injection plastique.

La production actuelle est d'environ 15 à 20 coulées par semaine pour un maximum autorisé d'environ 30 coulées (125 000 tonnes d'acier liquide).

Le site emploie 240 salariés.

Le site est situé dans la zone couverte par le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération de Saint-Étienne.

Contexte de l'inspection :

- Suites à mises en demeure et à sanction par consignation de somme.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative , Air, légionelles, Eau, Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Projet d'AP	Code de l'environnement du 16/10/2007, article L 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Air – émissions diffuses -suite APMD253/DDPP/2021	Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 1er - alinéa 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rejets en eau -suite AP de consignation	Arrêté Préfectoral du 31/08/2023, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	IED	Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Couverture du crassier - phase travaux et récolement	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Couverture crassier – réseau piézométrique	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Étude de dangers	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Déchets	Code de l'environnement du 19/08/2024, article D. 543-284	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Réserves souples en eau brute	Code de l'environnement du 06/09/2024, article L.181-14	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Décarbonation	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
3	Légionelles - suite d'APMD 183/DDPP/2020	AP de Mise en Demeure du 02/06/2020, article 1er	Levée de mise en demeure
6	Eaux d'extinction d'incendie - suite APMD 253/DDPP/2021	Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 1er - alinéa 2	Levée de mise en demeure
7	Sécheresse	AP Complémentaire du 11/05/2010, article 4.3.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Décarbonation : l'exploitant fournit préalablement à la mise en fonctionnement de son projet un porter à connaissance permettant de qualifier les modifications apportées au site et de conclure sur les suites à donner.

Classement des activités du site : l'exploitant transmet sous un mois la précédente proposition mise à jour et consolidée de classement du site.

Malgré la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°183/DDPP/2020 du 02/06/2020, il est souligné la nécessité non seulement de la révision annuelle réglementaire des Analyses Méthodiques des Risques de prolifération des Légionelles (AMR) mais aussi de la mise en place et le suivi en continu des actions correctives à coordonner entre les différents intervenants internes (répartitions entre services) et externes (notamment "traiteur d'eau") du site.

En matière d'émissions diffuses, une nouvelle version de l'étude d'évaluation est à fournir. À réception de l'étude révisée et des documents complémentaires attendus, l'inspection en valide le contenu afin d'envisager son intégration à un arrêté préfectoral complémentaire.

Des suites de l'arrêté préfectoral n°311/DDPP/23 du 31/08/2023 de consignation de somme relatif aux rejets dans l'eau de substances dangereuses prioritaires, il est attendu de l'exploitant :

- * sur la suppression d'utilisation de Cu et de Zn, un bilan à l'échelle du site pour ces deux paramètres ;
- * la transmission de l'ETE et un positionnement de l'exploitant ;
- * un positionnement sur la mise à jour des paramètres à surveiller dans le cadre de l'autosurveillance des émissions aqueuses.

Une prescription de l'arrêté préfectoral n° 253/DDPP/2021 du 08/06/2021 est levée (article 1er - alinéa 2), concernant les eaux d'extinction d'incendie. L'inspection souligne cependant la nécessité de :

- formaliser les actions devant être programmées (exercices externes ou internes) et de consigner leur suivi (rapports externes ou internes) ;
- pérenniser leur mise en œuvre ;
- d'apporter une attention particulière à la signalisation et à la manœuvre régulière, dans le cadre et hors cadre des exercices réalisés, des organes de commande nécessaires à la mise en service des dispositifs de confinement.

Concernant la gestion des épisodes de sécheresse, l'exploitant doit rendre compte à l'inspection de l'intégration dans son logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) des visites de prévention (VP) permettant le respect des prescriptions relatives à la gestion des épisodes de sécheresse (article 4.3.11 de l'APc du 11/05/2010).

En référence à l'arrêté préfectoral n°252/DDPP/2021 du 08/06/2021, la mise en demeure relative à la production d'un rapport de base fait l'objet d'une proposition de délai supplémentaire, les devis produits devant être fournis à l'inspection dès leur réception.

Étant toujours dans l'attente du document de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention l'inspection rappelle que l'ensemble des pièces seront regroupées (notamment intervention complémentaire sur filtre à sable ; réception des soudures ; plan des sols et sous-sols ; pentes ; ouvrages de visite ; linéaires sur plans ; plans de coupe des massifs etc.) et introduites par un mémoire. C'est cet ensemble qui vaudra plan de récolement.

Concernant le réseau piézométrique du site, les trois demandes précédentes sont maintenues (carte, liste et planning/bilan de surveillance).

Enfin, le thème des Déchets implique la transmission du bordereau de suivi de l'évacuation des pneumatiques usagés et de la conformité de gestion des déchets du site selon le tri réglementaire dit "7 flux".

Les études de dangers restent à mettre à jour.

Les usages complémentaires des eaux stockées dans les bâches souples mises en place en 2023 demandent la production d'un porter à connaissance au préfet comprenant la mise à jour à l'échelle du site des moyens à disposition pour la lutte contre l'incendie et les mesures prévues pour remédier aux risques et inconvénients associés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Décarbonation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Remplacement flammage par meulage
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les

<p>mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection le projet d'investissement lié à un dépôt de dossier auprès de l'ADEME au titre de la décarbonation (dispositif « Décarb Ind » dédié aux projets industriels qui permettent une réduction d'émissions de gaz à effet de serre supérieure à 1 000 tCO₂eq par an) ; les conclusions de son instruction ne sont pas connues de l'exploitant.</p> <p>Le planning annoncé prévoit une mise en fonctionnement pour septembre 2026 après une période de transition avec activités en parallèle de la flammeuse (présente) et du meulage (à venir) pour permettre la continuité, puis une période de test du nouvel équipement.</p> <p>L'inspection rappelle alors la nécessité tirée du code de l'environnement de porter à la connaissance du préfet ces modifications, préalablement pour instruction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit préalablement un porter à connaissance permettant de qualifier les modifications apportées au site et de conclure sur les suites à donner.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Projet d'Arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article L 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été donné suite au point de contrôle n°1 de la précédente inspection de 2022 relatif à la mise à jour de la situation administrative du site.</p> <p>Afin de permettre une modification par arrêté préfectoral complémentaire, le point de consolidation attendu par l'inspection en retour comprend les points suivants :</p>

- au titre de la rubrique 4725-2, l'ajout d'un réservoir de 30 m³ d'oxygène (flammage) déclaré par mail du 28/10/2022 précisant : un« *Ballon SCS 41000 : Oxygène ultra pur (99,99%), capacité maximale en oxygène de 33 272m³ soit 44 481 kg. En plus de ce ballon, un réchauffeur de maintien PB 150 et 2 réchauffeurs de production CNLP 9x6x7000 seront installés. L'oxygène sera stocké à 18,5 bar dans le ballon avec soupapes de sécurités et disque de rupture tarées suivant norme (installation clé en main Wetsfallen). Il arrivera en sortie de réchauffeur entre 18,5 et 16 bar pour y être immédiatement détendu à 13 bar après la panoplie de commutation. Notre ligne jusqu'à la flammeuse sera donc à 13 bars (pression pour utilisation process).* »
Nota : la valeur de « 33 272 m³ » demande à être formellement confirmée comme étant effectivement égale à 33,272 m³.
- la vérification de classement des différentes installations du site selon les rubriques suivantes :

	Traitement thermique	Trempe recuit revenu	fours d'aciérie, de forge, usinage	Chaudière à vapeur
Rubrique	2566	2561	3220/3110/2560	2910
AM/AP	AM 27/07/2015	AM 27/07/2015	AM 02/02/1998	AM 03/08/2018
Article	6.2	6.2	27	

- les unités, conversions et éventuels calculs à opérer, pour être en mesure de comparer les valeurs aux seuils réglementaires ;
- l'intégration des activités de SRL OXYTEC par les rubriques :
 - 2560, considérant le banc d'oxycoupage de 95kW ;
 - 4725-2, considérant le réservoir de 40 m³ d'oxygène ;
 - 4331, considérant une cuve de gasoil de 6,5 m³ à double enveloppe (identifiée au titre de la rubrique 1432 dans l'APC de 2012).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous un mois la précédente proposition mise à jour et consolidée de classement du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Légionelles-suite d'APMD-183/DDPP/2020

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/06/2020, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, AMR et plan d'actions

Prescription contrôlée :

La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings :

- de réaliser, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) pour chacun des 4

<p>circuits de refroidissement du site.</p> <p>Ces AMR devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé. Dans ce même délai, et sur la base de ces AMR, sera mis en place un plan d'actions correctives formalisées avec des échéances de réalisation associées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - de proposer, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un échéancier pour la réalisation de ces 4 AMR - de formaliser, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'entretien répondant aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, pour chacun des 4 circuits de refroidissement du site. <p>Ces plans devront être mis à jour dans le mois suivant la réalisation de l'AMR. Ainsi le délai de mise en conformité de ce point ne pourra dépasser 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la 4^{ème} et dernière AMR le 19/08/2024, chacune référençant l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (Régime de l'Enregistrement de la rubrique 2921). Tel que prescrit réglementairement, il prévoit la révision annuelle de ces documents.</p> <p>L'exploitant précise que le plan d'actions tiré de ces documents a été intégré pour 2024 par le service de maintenance, chargé du suivi.</p> <p>Il ajoute pour illustrer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cadre de l'arrêt d'activités en été, des travaux (action corrective) ont permis la mise en place de 4 points de prélèvement ; • les canalisations des dispositifs ont pu être clairement identifiées sur les installations ; • dans le cadre de l'arrêt d'activités en été, un repiquage sur le circuit RH récemment réceptionné a été installé pour permettre l'ajout de biodispersant (sauf trempe) ; • la mesure de biodispersant tous les 15 jours pendant 3 mois est réalisée ; • des travaux d'électricité sont prévus en septembre 2024 ; • des travaux sont en cours pour assurer les recirculations périodiques et surveiller les débits ; • pour 2025, des mesures de concentration en Brome et de conductivité sont programmées (dépoussiéreur et four électrique).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La production documentaire remise permet de lever la prescription de mise en demeure.</p> <p>Il est cependant souligné la nécessité de sa révision annuelle ainsi que de la mise en place et du suivi en continu des actions correctives à coordonner entre les différents intervenants internes (répartitions entre services) et externes (notamment "traiteur d'eau") du site.</p> <p>Le suivi du plan d'action annuel sera étudié lors de la prochaine inspection du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>
<p>N° 4 : Air – émissions diffuses - suite APMD n°253/DDPP/2021</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 1er - alinéa 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réaliser une évaluation des émissions diffuses sur l'ensemble du site pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie du conduit n°2 mentionné à l'article 9.2.1.1 « auto-surveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 modifié. Les résultats de cette évaluation seront transmis au plus tard le 31 décembre 2021.</p> <p><i>Pour rappel, l'AP Complémentaire du 11/05/2010 prescrit par son article 9.2.1.1 :</i></p> <p>L'exploitant devra réaliser l'évaluation des émissions diffuses sur l'ensemble du site pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie de conduit n°2. Les résultats de cette évaluation devront être transmis à l'inspection, accompagnés le cas échéant de commentaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappelant le délai d'un mois des suites de l'inspection de 2022 pour la production du document (cf. les précisions techniques fournies par l'inspection), l'exploitant a adressé le 30/08/2024 à l'inspection le document intitulé "Estimation des rejets diffus de poussières au niveau de l'aciérie - Site Industeel de Rive-de-Gier (42) ; juillet 2024 ; ANTEA group ; 4p.</p> <p>Il présente des insuffisances, convenues avec l'exploitant, concernant notamment: la structuration générale afin de rendre compte d'un raisonnement méthodique et complet (format "Matériel-Méthode/Résultat/Discussion") ; mise à disposition d'annexes sur les données source utilisées ; évaluation des flux de UCH1 bis ; révision du raisonnement conclusif proposé.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection ne dispose toujours pas d'un document de synthèse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de justification des localisations (représentativités des ELT /terrain de foot sur CHATEAUNEUF et sur site/limite de propriété) des points utilisés pour la surveillance environnementale ; • d'une cartographie légendée (distinction notamment entre points existants et nouveaux points) ; • d'un programme de mise en place des moyens matériels avec un calendrier d'exécution.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>À réception sous 1 mois de l'étude révisée et des documents complémentaires attendus, l'inspection procédera, d'une part, à son examen pour validation et, d'autre part, à la préparation d'un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour le suivi environnemental du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Rejets en eau - suite AP de consignation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2023, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance pérenne et plan d'action
Prescription contrôlée :

La procédure de consignation de somme prévue à l'article L. 171-8.II.1 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société INDUSTRIEL FRANCE, sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaing, pour le site qu'elle exploite à cette même adresse. La société INDUSTRIEL FRANCE consignera en une seule fois entre les mains d'un comptable public la somme de 75 000 euros (soixante-quinze mille euros) répondant au coût des démarches prévues par l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 253/DDPP/2021 du 8 juin 2021 mettant en demeure la société INDUSTRIEL FRANCE de respecter les prescriptions des articles 6, 7, 8 et 10 de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°206/DDPP2019 du 5 juin 2019.

La répartition de la consignation est établie comme suit:

- 30 000 €, en référence aux articles 7 et 8 précités, pour la mise en œuvre des premières actions envisagées de réduction des émissions en Zinc et Cuivre ;
- 40 000 €, en référence aux articles 6, 7 et 8 précités, pour la production des études technico-économiques;
- 5 000 €, en référence à l'article 10 précité, pour le positionnement sur la mise à jour des paramètres à surveiller dans le cadre de l'auto-surveillance des émissions aqueuses.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 75 000 euros est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le directeur départemental des finances publiques de la Loire.

Constats :

L'exploitant a adressé le titre de perception de 75 000 € tiré de l'application de l'arrêté préfectoral de consignation du 31/08/2023. Il précise que :

- le site a supprimé l'utilisation de produits de traitement d'eau en Cu et Zn (~2018). Malgré cette amélioration, un bilan à l'échelle du site n'est pas présenté pour ces deux paramètres ;
- l'étude technico-économique a été commandée le 17/11/2023 (BURGEAP) pour 18 900 € ; le bureau d'étude est en attente de données du traiteur d'eau du site depuis avril 2024 pour finaliser le document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les constats établis au cours de la visite ne permettent pas de lever la consignation de somme et de restituer les sommes à l'exploitant. Toutefois, considérant les actions engagées, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire de déclencher la procédure de travaux d'office.

L'inspection précise en outre qu'il est attendu de l'exploitant :

- un envoi de l'ETE sous 1 mois ;
- un positionnement des suites de l'ETE (choix des mesures et leur suffisance ; calendrier détaillé de mise en œuvre) ;
- un positionnement sur la mise à jour des paramètres à surveiller dans le cadre de l'auto-surveillance des émissions aqueuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 1er - alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des EEI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transmettre, au plus tard le 31 décembre 2021, les justificatifs du respect de l'article 7.5.5.1 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 modifié relatif aux dispositifs de confinement des eaux polluées (eaux d'extinction d'incendie) pour la protection des milieux récepteurs.</p> <p><i>Pour rappel, l'AP Complémentaire du 11/05/2010 prescrit par son article 7.5.5.1 :</i></p> <p>Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales est réalisé, son dimensionnement est adapté aux risques.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à sa mise en service du dispositif de confinement doivent être signalés et pouvoir être actionnés en toute circonstance et dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>En plus des données relatives aux capacités de rétention du site fournies lors de la précédente inspection, l'exploitant indique une mise à jour le 05/08/2024 par BURGEAP des documents de calcul de la gestion du risque incendie (<i>D9/Défense extérieure contre l'incendie / D9A/rétention des eaux d'extinction</i>). Par ailleurs, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rappelle l'absence d'équipe de pompiers sur site, mais la présence de huit équipiers de première intervention (n=8); • précise la mise en place d'exercices avec les pompiers du SDIS (prise de contact du 28/03/2023 amenant à un premier exercice SDIS 42 (scenario : feu sur aciérie) du 18/10/2023 ; production de deux rapports du SDIS du 13/04/2024) ; • indique programmer une manœuvre trimestrielle pour ses équipiers de première intervention.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les éléments complémentaires décrits permettent de lever cette prescription de la mise en demeure. L'inspection souligne cependant la nécessité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • formaliser les actions devant être programmées (exercices externes ou internes) et de consigner leur suivi (rapports externes ou internes) ; • pérenniser leurs mises en œuvre ; • d'apporter une attention particulière à la signalisation et à la manœuvre régulière, dans le cadre et hors cadre des exercices réalisés, des organes de commande nécessaires à la mise en service des dispositifs de confinement ; • de compléter les moyens de sectionnement (absence pour les « <i>outils hors fosse</i> » et pour les « <i>bâtiments et voies de circulation</i> »). <p>Ces points seront étudiés lors de la prochaine inspection du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2010, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des épisodes de sécheresse
Prescription contrôlée : 4.3.11 Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse [...] 4.3.11.1. Limitation temporaire des prélèvements [...] 4.3.11.2. Rejets d'effluents [...]
Constats : Pour rappel, l'annonce du présent point de contrôle dans le cadre de la précédente inspection faisait suite à des changements matériels (asservissement de pompes ; mis en place de deux bâches ; amélioration du système de supervision). L'exploitant précise ainsi qu'en matière de formation des agents, des sessions ont eu ponctuellement lieu. Les opérateurs de maintenance ont été formés sur le fonctionnement des deux nouvelles bâches. Une opération de l'automaticien a permis de caler les prélèvements sur le débit du Gier (respect des 100 m ³) ; l'ensemble des opérateurs de maintenance a été formé sur le sujet (3 sessions sur l'année 2023).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant rend compte à l'inspection de l'intégration dans son logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) des visites de prévention (VP) permettant le respect des prescriptions relatives à la gestion des épisodes de sécheresse (article 4.3.11 de l'APc du 11/05/2010).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Directive IED / Rapport de base

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Demande d'exemption
Prescription contrôlée : La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings, de transmettre avant le 31 décembre 2021, à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes le rapport de base ou le cas échéant d'un mémoire justificatif de non remise du rapport de base, conformément à l'article R.515-81 du code de l'environnement.
Constats : L'instruction de la demande d'exemption formulée par l'exploitant (cf. rapport Bureau Veritas

<p>n°CB7976180- 12464922_V03 du 22/04/2022 ; 74p.) de production d'un rapport de base est en cours de finalisation par l'inspection.</p> <p>Cependant, les rappels à l'exploitant du cadre et des enjeux par l'inspection liés à la production d'un tel document l'amènent, sans attendre les conclusions sur la demande d'exemption, à produire des devis pour une prestation de production d'un rapport de base complet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant les constats effectués (la conclusion sur l'exemption n'étant pas encore connue à la date de l'inspection et des devis étant finalement prévus pour la production d'un rapport de base complet), l'inspection propose à monsieur le préfet de la Loire de ne pas engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement pour non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et d'accorder un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024 en regard de l'échéance initialement fixée au 31 décembre 2021 dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 juin 2021.</p> <p>Les devis produits seront fournis à l'inspection dès leur réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Couverture du crassier - phase travaux et récolement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Travaux pour couverture du crassier / évitement de pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures d'évitement de pollution en phase de travaux</p> <p>En phase travaux, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter toute pollution mécanique ou chimique du Gier. Et notamment, les eaux de ruissellements des zones décapées lors des terrassements sont maîtrisées. Les eaux souillées doivent être filtrées ou décantées avant rejet au Gier. Le bassin de rétention des eaux pluviales est construit préalablement aux autres travaux. Ce dernier assure une fonction de bassin de décantation pendant l'ensemble des opérations de travaux.</p> <p>Le bassin de décantation fait l'objet d'une surveillance et d'un entretien continu permettant de garantir son efficacité. Toutes les dispositions complémentaires rendues nécessaires sont prises afin d'éviter toute pollution mécanique ou chimique du Gier issue du chantier.</p> <p>Le pétitionnaire doit fournir à l'inspection des installations classées, un plan de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention au plus tard un mois après l'achèvement des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le plan de récolement prescrit sur les réseaux humides et du bassin de rétention, l'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de la finalisation en cours d'implantation du parc photovoltaïque, le récolement est en cours de réalisation suite à un point réalisé cet été avec le bureau

d'études BURGEAP. La production du document de récolement est ainsi prévue pour octobre 2024 ;

- sera réalisée le lundi suivant l'inspection une première mesure de débit (report du mois de mai initialement) puis une deuxième série de mesure ; en suite de quoi seront installées l'échelle limnimétrique et les tôles permettant de répéter le débit prescrit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'attente du document de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention l'inspection rappelle que l'ensemble des pièces seront regroupées (notamment intervention complémentaire sur filtre à sable ; réception des soudures ; plan des sols et sous-sols ; pentes ; ouvrages de visite ; linéaires sur plans ; plans de coupe des massifs etc.) et introduites dans un mémoire.

C'est cet ensemble qui vaudra plan de récolement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Couverture crassier – réseau piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique / surveillances des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Surveillance des eaux souterraines et superficielles Les articles 2.1-conception du réseau de surveillance, 2.2-prélèvement et échantillonnage des eaux, 2.3-nature et fréquence d'analyse, 2.4-Échéance de mise en œuvre et 2.5-Durée de la surveillance, de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire n° 2009/0295 du 05 novembre 2009 sont remplacés par les prescriptions suivantes :

Ouvrages concernés	Paramètres (code sandre)	Fréquence
PzA PzC PzE PzI (remplacé par le PZP) PzL (remplacé par le PZR) PzK PzM PzN PzO	PH (1302)	trimestriellement
	Chlorures (1337), sodium (1375), potassium (1367)	semestriellement
	Hydrocarbures totaux (7009)	semestriellement
	HAP (6136)	semestriellement
	7-PCB (7431)	semestriellement
	Aluminium (1370), arsenic (1369), chrome (1389), chrome hexavalent (1371), manganèse (1394), molybdène (1395), fer (1393)	trimestriellement
	Cuivre (1392), nickel (1386), plomb (1382), zinc (1383)	semestriellement

Ils seront complétés par toutes substances identifiées en quantité significative dans les sols. Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Article 4.2. Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants à la date de signature du présent arrêté :

Ouvrages existants : PzA, PzC, PzE, PzI, PzL et PzK

Ouvrages existants mais non utilisés : PzB, PzD

Ouvrages existants à supprimer : PzH, PzF, PzG et PzJ

Ouvrages à implanter : PzM, PzN et PzO, PzP et PzR

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un plan précisant la localisation des ouvrages de surveillance (existants et supprimés). Ce plan est actualisé en tant que de besoin.

Les piézomètres PzP et PzR ont un positionnement équivalent respectivement aux piézomètres PZI et PzL.

L'exploitant tient également à disposition un tableau des ouvrages à jour, mentionnant : le N°BSS de l'ouvrage, sa localisation par rapport au site (amont ou aval), l'aquifère capté (superficiel ou profond), la masse d'eau et la profondeur de l'ouvrage.

Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses à la fréquence définie, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux. Cette surveillance est réalisée par l'intermédiaire des piézomètres identifiés ci-après :

Constats :

L'inspection indique ne pas avoir reçu sous 1 mois suite à la précédente inspection :

- la carte de positionnement et une description de l'ensemble du réseau piézométrique (nouveaux et anciens ouvrages) ;
- la liste des paramètres suivis par ouvrage ;
- le planning de mise en œuvre de leur surveillance.

Ainsi, l'inspection n'a pu procéder à la validation de ces éléments et à la modification du cadre de surveillance sous GIDAF.

L'exploitant indique avoir procédé à des envois.

L'inspection précise qu'ils sont antérieurs à l'arrêté préfectoral du 29/07/2021. Ainsi, le prévisionnel

de mise en place du réseau piézométrique transmis doit faire l'objet d'un point suite aux travaux de réaménagement réalisés. Par ailleurs, concernant la liste des paramètres suivis par ouvrages, un positionnement de l'exploitant est attendu rappelant la prescription suivante : « ils seront complétés par toutes substances identifiées en quantité significative dans les sols ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En tant que prérequis au suivi de l'article 4., les trois demandes sont donc maintenues (carte, liste et planning/bilan de surveillance initiée).

Par ailleurs, en vue de la prochaine inspection, l'exploitant prépare les éléments justifiant de la conformité aux articles 4.1 et 4.2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers

Prescription contrôlée :

L'exploitant produira dans un délai de 12 mois à compter de la date de signature du présent arrêté une étude de danger pour l'ensemble du site, complétée selon les demandes du rapport de l'inspection des installations classées référencé 20200129-UIDLHL_EAR_018_036_RAP du 29 janvier 2020 et sur les points suivants : - étude du risque inondation vis-à-vis de l'unité photovoltaïque, - étude des risques particuliers éventuels liés aux bâtiments modulaires construits le long de la piste, - production d'un plan à une échelle lisible, des différentes installations (panneaux photovoltaïques, circulation, réseaux d'eau pluviales, bassin de rétention, réseau électrique spécifiques, bâtiments techniques...) incluant le poste de transformation 220 KVA, - étude de la tenue du bassin de rétention et des conséquences d'un glissement de terrain si ce phénomène est possible, ainsi que la protection du poste de transformation 220 kVA dans une telle occurrence. - précision de la nature des matériaux support des panneaux photovoltaïques. Une modélisation des effets sera utilement produite.

Constats :

L'exploitant indique qu'une étude de danger du 04/01/2021 a été adressée à l'inspection le 12/06/2021 au regard du projet d'imperméabilisation du crassier.
L'inspection note que cette EDD est antérieure à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/07/2021 prescrivant sa mise à jour. Notamment, la localisation du poste de transformation étant différente de l'implantation prévisionnelle, cette mise à jour est nécessaire.
L'inspection rappelle aussi la nécessité d'intégrer à cette révision du corps documentaire des études de danger du site la prise en compte du nouveau réservoir de 30 m³ d'oxygène et de toute autre modification rendue utile au regard des évolutions opérées depuis l'étude de danger de 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Les éléments de la prescription contrôlée n'étant pas mis à disposition, il est attendu sous trois mois leur production.</p> <p>À cette échéance, en l'absence de transmission, l'inspection proposera un arrêté préfectoral de mise en demeure à monsieur le préfet de la Loire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2024, article D. 543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Tri 7 flux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transmettre une copie des attestations annuelles de collecte et de valorisation établie par chaque prestataire en charge de la collecte des déchets (tri 7 flux).</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est rappelé que l'inspection attendait que la prise en charge des déchets ait été précédée d'une évaluation comprenant l'ensemble des points de production/collecte du site avec leurs typologies respectives. L'évaluation et les modalités devaient être adressées à l'inspection sous 1 mois et la première attestation de prise en charge de ce type de déchets adressée à l'inspection sans délai.</p> <p>En l'absence de transmission de ces attendus, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indique ne pas être encore calibré pour gérer les plastique et papier (départ en DIB actuellement) ; - précise ne pas avoir de déchet de verre. <p>Il précise cependant qu'une alternante sera prochainement missionnée pour la gestion des déchets du site (respect des 7 flux).</p> <p>Par ailleurs, concernant le point particulier de la gestion des stocks de pneumatiques usagés au niveau de l'aciérie, l'exploitant en indique leur évacuation depuis la précédente inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous trois mois, l'exploitant transmet le bordereau de suivi de l'évacuation des pneumatiques usagés et rend compte de la gestion des déchets du site selon le tri réglementaire dit "7 flux", en répondant notamment aux attendus précédemment listés..</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Réserves souples en eau brute

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/09/2024, article L.181-14
Thème(s) : Autre, Eau de process et eau d'extinction incendie
Prescription contrôlée : En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Suite à leur mise en place en 2023, il est indiqué que les bâches souples déclarées initialement utilisées en tant que réserve pour le process sont possiblement mobilisées aussi dans le cadre de la lutte contre l'incendie. Par ailleurs, les AMR traitées dans un point de contrôle précédent indiquent q' " <i>INDUSTEEL a installé sur son parking des réserves d'eau (d'une capacité de 400 m3) en bâches plastiques qui seraient alimentées par de l'eau du Gier (exclusivement en période de crue suite à des orages). Cette eau ne ferait pas l'objet de chloration préalable au stockage en bâche. Compte tenu de l'absence de chloration avant stockage, une prolifération en légionelle peut s'exercer dans les bâches et ensemercer dans le circuit d'eau d'appoint une flore bactérienne (dont légionelle) qui ne serait pas abattue par le pré-traitement de l'eau d'appoint (javellisation asservie au volume d'eau d'appoint) compte tenu que le dosage de javel en fonction du volume d'eau d'appoint n'est pas asservie à une consigne d'oxydant libre mais déterminer mensuellement par SUEZ lors d'analyse terrain. Aussi la présente AMR préconise :</i> • soit la mise en place d'un asservissement de la javellisation initiale à une consigne d'oxydant libre (0.2 ppm), • soit la mise en place d'une chloration de l'eau du Gier avant remplissage des bâches."
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ainsi, il est attendu la production d'un porter à connaissance au préfet sur les usages, les risques complémentaires générés par les nouveaux équipements de stockage en eau brute du Gier et les mesures prévues pour y remédier. Ce porter à connaissance devra comprendre la mise à jour à l'échelle du site des moyens à disposition pour la lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois